BE-A0525_716486_800267_FRE

Inventaire des archives de la Commune de Natoye. Dépôt 2016



Het Rijksarchief in België Archives de l'État en Belgique Das Staatsarchiv in Belgien State Archives in Belgium

Description du fonds d'archives:	7
Consultation et utilisation	
Conditions d'accès	
Conditions de reproduction	
Histoire du producteur et des archives	9
Producteur d'archives	
Nom	
Historique	
Compétences et activités	
Organisation	
Archives	
Historique	
Acquisition	
Contenu et structure	
Contenu	
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins	
Finances et fiscalité	
Patrimoine	
État civil	
Population	
Élections	
Affaires militaires	
Travaux publics	
Enseignement	
Bienfaisance ou assistance publique	
Culte	
Sélections et éliminations	
Accroissements / compléments	
Mode de classement	
Description des séries et des éléments	.21
I. Généralités	21
A. Conseil communal	
1 - 6 Registres aux délibérations. 1819-1977	
B. Collège des bourgmestre et échevins	21
7 - 10 Registres aux délibérations. 1854-1977	21
C. Cabinet du bourgmestre	22
11 - 34 Correspondance du bourgmestre Harold d'Aspremont Lynden classée par thème. 1947-1958	
D. Répertoire des actes	
E. Correspondance générale	
36 - 57 Correspondance générale. 1800/1801 (an IX)-1976	
F. États généraux, enquêtes et statistiques générales	
G. Tutelle administrative	
H. Revue communale	25
II. Organisation et personnel	26
A. La commune en tant qu'entité administrative	26
1. Réunion de Natoye et de Skeuvre et fusion avec Hamois	
2. Territoire	26

3. Rang dans la classification des communes	
4. Coopération intercommunale	.26
B. Organisation et membres des organes politiques	.27
1. Conseil communal	.27
2. Collège des bourgmestre et échevins	.27
3. Bourgmestre	. 27
78 - 80 Pièces relatives à la nomination des bourgmestres. 1858-1912	.27
C. Organisation des services	
1. Organigrammes	
2. Archives	
D. Personnel des services	
1. Généralités	
Dossiers du personnel administratif et technique	
87 - 95 Dossiers individuels. 1874-1984	20
3. Dossiers du personnel ouvrier	. 29
4. Dossiers du personnel de police	
5. Dossiers du personnel enseignant	
105 - 118 Dossiers individuels. 1922-1981	
III. Patrimoine	
121 - 122 Dossiers d'achat de biens. 1827-1961	
125 - 185 Dossiers de vente de biens communaux. 1841-1976	
189 - 191 Dossiers d'échange de biens. 1859-1972	.37
192 - 205 Dossiers d'acquisition d'emprises. 1904-1977	.38
IV. Finances et fiscalité	
A. Généralités	
B. Comptabilité du secrétariat	
1. Budgets et annexes	
2. Emprunts	
3. Subventions des autorités supérieures	
C. Comptabilité du receveur	
1. Registres de comptabilité	
Comptes et pièces justificatives	40
216 - 218 Comptes communaux. 1951-1976	40
210 - 210 Comples Commundux. 1931-1970	.40
219 - 230 Pièces justificatives aux comptes. 1952-1976	
3. Entrée en fonction du receveur	
D. Impositions et taxes	.41
234 - 246 Dossiers des taxes. 1966-1976	
E. Dépôt de l'Administration du Cadastre	.43
254 - 258 Matrice cadastrale ou liste des propriétaires avec relevés de leurs	
propriétés foncières non bâties et bâties (modèle 212). [1833-1re moitié du	
XXe siècle]	
V. État civil	.45
A. Généralités	. 45
B. Cimetières et funérailles	.45
266 - 300 Dossiers des concessions au cimetière. 1906-1969	.45
C. Autres documents	
VI. Population	
309 - 321 Registres de population. 1846-1980	
320 - 321 1971-1980	
320 - 321 1971-1980	
332 - 336 Registres des entrées et des sorties. 1895-1977	. 4 9
332 - 333 Entrées. 1895-1971	. DU

334 - 335 Sorties. 1895-1971	
VII. Élections	
A. Listes électorales et listes dérivées	52
338 - 340 Listes générales des électeurs censitaires et capacitaires. 1887- 1891	E 2
342 - 345 Listes des électeurs aux chambres législatives, conseils provincia	52
et conseils communaux. 1946-1978	
B. Révision des listes électorales	
C. Dossiers des élections	
348 - 356 Dossiers des élections communales. 1921-1970	
357 - 363 Dossiers des élections législatives et provinciales. 1921-1939	
VIII. Affaires militaires et guerres	
A. Service militaire	
365 - 367 Registres d'inscription des personnes qui, au 1er janvier, se	55
trouveront dans l'un des cas prévus par les articles 6, 7 et 9 de la loi du 3 ju	ıin
1870 ; états spéciaux des ajournés et dispensés ; registres d'inscription des	
personnes, qui au 1er janvier, sont appelés à concourir au tirage au sort po	
la levée de milice et listes alphabétiques des inscrits pour la levée. 1871-19	
368 - 375 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1914-1976	55
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix et e	
temps de guerre	
378 - 380 Registres servant à l'inscription des habitants de la commune qui	ont
participé à la fourniture de prestations requises par l'autorité militaire, en	
exécution de la loi du 12 mai 1927. 1938-1945	
IX. Ordre et sécurité publics	57
A. Personnel de police	
B. Missions de police administrative	
C. Missions de police judiciaire	
X. Santé publique	
A. Immondices	
B. Surveillance de la pratique médicale	
C. Lutte contre les maladies épidémiques	
399 - 401 Registres des assujettis à la vaccination obligatoire. 1966-1977	
D. Contrôle de la salubrité des habitations et logements	
E. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes	
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire	
urbanismehâtina ata ana anta at installation a installation a little and discount	
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses	
Bâtiments affectés aux services communaux Bâtiments affectés à l'enseignement	
3. Bâtiments affectés aux sports	
4. Bâtiments affectés à des fins sociales	
5. Bâtiments affectés au culte	
a. Église	
b. Presbytère	
c. Chapelle de la Grotte ou de Notre-Dame de Bon Secours	
6. Cimetière	
7. Monument commémoratif	63
B. Travaux et inspection de la voirie	63
434 - 479 Pièces relatives à la voirie. 1811-1976	
C. Travaux et inspection des cours d'eau non navigables	
D. Services d'utilité publique	67

1. Distribution d'eau	.67
488 - 491 Pièces relatives aux raccordements de particuliers au réseau.	
1908-1968	. 68
506 - 514 Dossiers relatifs à l'établissement d'une nouvelle distribution	
d'eau et à la construction d'un nouveau château d'eau. 1964-1979	69
2. Distribution d'électricité	.70
3. Éclairage public	
4. Téléphone	
5. Télédistribution	
6. Transports en commun	
E. Aménagement du territoire	
1. Généralités	
2. Plans communaux et plans de secteur	.71
3. Permis de bâtir	.71
XII. Enseignement	.72
XIII. Culture, sports et divertissements	.73
XIV. Vie économique	
A. Généralités	
B. Élevage	
C. Industrie et artisanat	
D. Approvisionnement	
XV. Affaires sociales	
A. Logement	
555 - 559 Dossiers relatifs à la construction d'une cité jardin par la Société	
nationale de la petite propriété terrienne (SNPPT). 1958-1972	75
B. Aide à l'enfance, à la jeunesse et aux familles	
C. Aide aux personnes âgées	
XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique	
A. Bureau de bienfaisance	
B. Commission d'assistance publique	
1. Personnel	
569 - 570 Dossiers individuels du personnel. 1946-1984	
2. Finances	
575 - 577 Budgets. 1951-1976	
578 - 580 Comptes. 1950-1975	
581 - 586 Pièces justificatives aux comptes. 1954-1968	
587 - 588 Comptés de fin de gestion rendus par le receveur sortant au	
receveur entrant. 1972-1975	.79
3. Exécution des tâches	.79
XVII.Fabrique d'église de la Paroisse de l'Assomption de Notre-Dame	.80
A. Personnel	
B. Patrimoine	
C. Finances	
607 - 609 Budgets. 1950-1976	
610 - 612 Comptes. 1950-1975	
010 012 COMPCCS: 1330 1373mmmmmmmmmmmmmmmmmmmmmmmmmmmmmmmmmmm	· QT

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives: Commune de Natoye. Dépôt 2016

Période: 1801 - 1977

Numéro du bloc d'archives: BE-A0525.719

Etendue:

Nombre de pià ces: 615.00
Etendue inventorià e: 9.80 m

Dépôt d'archives: Archives de l'Etat à Namur

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

MOM

Commune de Natoye

Autres producteurs :

Commune de Skeuvre

Bureau de bienfaisance de Natoye

Commission d'assistance publique de Natoye

Commune de Hamois

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion à la France (1er octobre 1795), avait instauré des "municipalités de canton". Entre 1795 et 1800, Natoye dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Ciney, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Natoye devient une commune à part entière. En 1801, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Ciney.

Ce canton fait partie successivement du département de Sambre-et-Meuse (1796-1814), de Meuse-et-Ourthe (1814) puis de la province de Namur (à partir de 1815) et des arrondissements administratif et judiciaire de Dinant. Natoye relève par ailleurs du canton de milice de Ciney à partir de 1817.

L'arrêté royal du 22 janvier 1808 a annexé à Natoye le territoire de la commune de Skeuvre. Cette commune comportait 80 habitants au 1er janvier 1806 pour 369 habitants à Natoye ¹.

Le territoire communal se compose en 1960 de 1.483 hectares et compte les hameaux ou lieux-dits suivants : À la Camousse, Aux Richots, Baraque, Blondet, Bouckaille, Commogne, Fond des Tailles, Francesse, Gemenne, Grotte, Guérées, Juplet, La Gozée, Les Fontaines, Maibelle, Malakoff, Mianoye, Mouffrin, Querées, Rantenoy, Reuleau, Skeuvre. On trouve également les bois dits Demimont, Henrard, ou encore de Skeuvre ².

À l'aube de l'indépendance, Natoye compte six fermes et cent-huit maisons rurales construites en pierres et couvertes d'ardoises ou de chaume. Un grand nombre d'habitants est occupé dans l'agriculture. La superficie cultivée évolue de 47 % du territoire en 1834, à 60 % en 1866 puis à 32 % en 1950. L'élevage est axé d'abord sur les moutons puis sur les bovidés et les porcs. L'évolution de cette dernière activité se marque par l'augmentation de 6 % à 37 % entre 1834 et 1959 de la surface des prairies. Enfin, on relève l'exploitation de gisements

¹ Vrielinck S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 vol.

² Houet A., Dictionnaire moderne géographique, administratif, statistique des communes belges, Bruxelles, 1960, p. 574.

de terre plastique et de carrières de pierres principalement avant la Seconde Guerre mondiale ³.

Au niveau des communications, Natoye est située sur la ligne de chemin de fer allant de Bruxelles à Luxembourg et sur la route nationale 4. Cette proximité des grands axes explique en partie l'augmentation de la population après la Seconde Guerre mondiale. Cette augmentation s'explique également par la politique active en faveur du logement notamment ouvrier mené par l'administration communale. Le chiffre de la population passe en effet de 308 en 1801, à 775 en 1846, à 1.150 en 1910, à 1.249 en 1961 et à 1.417 en 1976 à la veille de la fusion des communes ⁴.

Le 1er janvier 1977, la commune de Natoye est fusionnée avec les communes d'Achet, Emptinne, Hamois, Mohiville, Schaltin et Scy pour former l'actuelle commune de Hamois ⁵. Le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites justifie en ces termes l'opération de fusion : "L'opération consiste à grouper des communes qui en fait sont déjà liées entre elles par l'homogénéité des territoires, une économie marquée par l'agriculture, des affinités existant entre les populations, et ce de manière à leur permettre notamment d'améliorer la rentabilité des entreprises agricoles et autres, les équipements socioculturels, sanitaires ". La nouvelle commune comportera 4.559 habitants pour 7.634 hectares de superficie.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissemens qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitans des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics. Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes

³ Hasquin H., Communes de Belgique, dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 2 : Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 1078-1079.

⁴ Idem

Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites (Moniteur belge, 25 septembre 1975).

entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissemens publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ⁶.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale. La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article 132 de la NLC et l'article L1123-28 du CDLD confient la garde des archives, des titres et des registres de l'état civil au collège communal, il doit

en dresser les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêcher qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt. Ces dispositions reprennent *mutatis mutandis*les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836. Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur les dossiers centraux des communes de Natoye et de Hamois constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

Le plus ancien document conservé dans le dossier central consiste en un inventaire des archives de la commune de Natoye dressé en exécution de la circulaire du gouverneur de la province en date du 13 octobre 1840 n° 2337 du *Mémorial administratif*.

En 1967, l'archiviste de l'État G. Beterams contacte le secrétaire communal en vue d'un éventuel dépôt. Il signale que ledit secrétaire est très réticent mais qu'il fera rapport à son collège. La suite donnée à ces contacts n'est pas documentée ⁷.

Après la fusion des communes, les archives de l'ancienne commune de Natoye sont confiées à la garde du Collège des bourgmestre et échevins de Hamois. L'archiviste de l'État A. Vanrie dresse le bilan de la gestion des archives par la commune de Hamois en 2001. La situation est globalement satisfaisante. Les archives sont classées selon le système de classification décimale nationale. En 2002, le secrétaire communal transmet un inventaire des registres de population, de l'état civil et des délibérations du Conseil et du Collège. En 2009, un ensemble d'archives communales est transféré au niveau du garage communal situé chaussée de Liège.

Enfin, après plusieurs contacts avec les Archives de l'État, la commune de Hamois a signé le 9 novembre 2015 une convention de partenariat avec cet établissement. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux.

ACOUISITION

Dépôt de la commune de Hamois aux Archives de l'État en 2016 authentifié par contrat de dépôt du 9 novembre 2015.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives classées dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Natoye entre 1801 et 1977 (1981). Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux,

déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit

à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socio-économiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la

majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

Langue

La langue du fonds est le français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes : Maréchal G., Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations, t. 1 : État civil, population, milice, finances, Bruxelles, 1988 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Studia, n° 1). Maréchal G., Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations, t. 2 et 3, Bruxelles, 2005 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale, n° 52 et 53). Honnoré L. et Nuyttens M., Archives produites par les Centres publics d'Action sociale en Région wallonne. Tableau de tri. [2011], Bruxelles, 2011 (Archives générales du Royaume, Tableaux de gestion et tableaux de tri, n° 66).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ⁸. L'absence de dépôt s'explique d'une part par le maintien d'une utilité administrative et d'autre part par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives étaient partiellement classées selon le système CDN ou classification décimale nationale développé par l'Union des villes et communes.

⁸ http://geoportail.wallonie.be.

Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué a posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif 9. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ¹⁰. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sports et divertissements
- XIV. Vie économique
- XV. Affaires sociales et réglementation du travail
- XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique
- XVII. Relations avec les cultes reconnus

⁹ En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

¹⁰ GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

1 volume

Description des séries et des éléments

	I. GÉNÉRALITÉS	
	A. CONSEIL COMMUNAL	
1	1 - 6 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1819-1977. 1819-1827.	
•	1015 1027.	1 volume
2	1826-1858.	1 volume
3	1858-1885.	
		1 volume
4	1946-1955.	1 volume
5	1955-1970.	1 volume
6	1971-1977.	1 Volume
		1 volume
	B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS	
7	7 - 10 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1854-1977.	
7	1854-1858.	1 cahier
8	1858-1865.	1 cahier
9	1859-1951.	1 camer
		1 volume
10	1952-1977.	1

C. CABINET DU BOURGMESTRE

11	11 - 34 CORRESPONDANCE DU BOURGMESTRE HAROLD D'ASPREMONT LYNDEN CLASSÉE PAR THÈME. 1947-1958. Extension de la distribution d'eau (Lenny). 1947-1948.		
	Extension de la distribution d'édu (Lenny). 13 17 13 16.	1 chem	ise
12	Règlement salles de danse. 1948.	1 chem	ise
13	Affaire Hody et Spoiden (concernant la redevance eau). 1	948-195 1 chem	
14	Installation d'une pompe à Gémenne. 1948-1953.	1 chem	ise
15	Primes pour construction. 1949-1950.	1 chem	ise
16	Droits d'enregistrement à payer par les acquéreurs de tel bâtir communaux. 1949-1950.	rains à	
	bath Communaux. 1949-1950.	1 chem	ise
17	Budgets. 1949-1950.	1 chem	ise
18	Mobilier scolaire. 1949-1951.	1 chem	ise
19	Presbytère de Natoye. 1950-1952.	1 chem	ise
20	Fabrique d'église de Natoye. 1950-1953.	1 chem	ise
21	Donneurs de sang. 1951.	1 chem	ise
22	Vente d'un terrain inculte. 1951.	1 chem	ise
23	Généralités et divers. 1951-1954.	1 chem	ise
24	Installation du pharmacien. 1952.	1 chem	ise

25	Achat d'un terrain pour l'installation d'un home de repos.	1952. 1 chemise
26	Plaine de jeux de balle. 1952-1953.	1 chemise
27	Hommage à l'occasion du mariage de la princesse Joséph Charlotte de Belgique avec le prince Jean de Luxembourg 1953.	
	1955.	1 chemise
28	Subside au Football-Club de Natoye. 1952-1953.	1 chemise
29	Cité de la Société nationale de la petite propriété terriens et travaux connexes. 1952-1953.	ne (SNPPT)
	et travada connexes. 1992-1995.	1 chemise
30	Installation de l'éclairage public. 1952-1954.	1 chemise
31	Brouillon d'un tract de la liste du comte d'Aspremont Lyn les élections communales. [1952 ou 1958].	den pour
	ies elections communates. [1552 od 1556].	1 chemise
32	Secours assistance publique. 1953.	1 chemise
33	École subsidiée des filles. 1953.	1 chemise
34	Logement social et lutte contre les taudis. 1953.	1 chemise
35	D. RÉPERTOIRE DES ACTES Répertoires des actes. 1807-1809, 1887-1910.	1 chemise
	E. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE	
36	36 - 57 CORRESPONDANCE GÉNÉRALE. 1800/1801 (AN IX 1800/1801 (an IX)-1829.	()-1976.
30	1000,1001 (011 1/1) 1023.	1 chemise
37	1830-1878.	1 liasse

38	1944-1947.	1 liasse
39	1947.	1 chemise
40	1948-1951.	1 chemise
41	1952.	1 chemise
42	1953.	1 chemise
43	1954.	1 chemise
44	1955.	
45	1956-1958.	1 chemise
46	1959-1961.	1 chemise
		1 chemise
47	1962-1964.	1 chemise
48	1965.	1 chemise
49	1966.	1 chemise
50	1967.	1 chemise
51	1968.	1 chemise
52	1969.	1 chemise
53	1970-1971.	1 chemise

54	1972.	1 chemise
55	1973.	1 chemise
56	1974-1975.	1 chemise
57	1976.	1 chemise
58	F. ÉTATS GÉNÉRAUX, ENQUÊTES ET STATISTIQUES GÉNÉ Registre de recensement de la population, des chevaux des porcs, des moutons, des chèvres, des chiens, des ro luxe, des robinets d'eau, des maisons électrifiées et des 1940.	, du bétail, bbinets de
		1 cahier
59	Statistiques des mouvements de la population et de la construction. 1946-1976.	- II
		1 liasse
60	G. TUTELLE ADMINISTRATIVE Circulaire du baron E. del Marmol informant les bourgme échevins de l'arrondissement de Dinant qu'il a été nomi commissaire d'arrondissement. 1902.	né comme
		1 pièce
61	H. REVUE COMMUNALE " La Gazette du Mayeur ", n° 1 et 2. Octobre et décemb	re 1975. 1 chemise

68

11	ORGANIS	MOITA		DEDCO	NINIEL
11.	UKUANIS	AHUN	-1	25850	ודועועוי

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIV	
	,_
	, ,

1. RÉUNION DE NATOYE ET DE SKEUVRE ET FUSION AVEC HAMOIS Lettre du sous-préfet du 2e arrondissement de Sambre-et-Meuse par laquelle il sollicite des plans des communes de Natoye et de Skeuvre en vue de leur réunion éventuelle. 1808.

1 pièce

Dossier relatif à la fusion des communes. 1971-1975.

1 liasse

2. TERRITOIRE

Copie conforme du procès-verbal de délimitation de la commune. [XIXe siècle].

1 chemise

Procès-verbal d'abornement de la commune de Natoye-Skeuvre. 1826.

1 cahier

État des sommes payées pour les frais d'abornement. 1826.

1 pièce

Dossier relatif à la dénomination des voies publiques. 1966-1976.

1 chemise

3. RANG DANS LA CLASSIFICATION DES COMMUNES

Dossier relatif au reclassement de la commune. 1950-1956.

1 chemise

4. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

Pièces relatives à l'affiliation à la société coopérative Société intercommunale et provinciale d'électricité (NAMELEC). 1952.

1 chemise

Pièces relatives à la participation à la société coopérative Association intercommunale namuroise d'électricité (INEL) et à la problématique de l'approvisionnement en énergie électrique du territoire communal. 1956- 1958.

1 liasse

R	ORGANISATION	FT MEMBRES	DES ORGANE	S POLITIOLIES
D.	UNGANISALIUN	EI MEMBRES	DES UNGANE	3 PULITIUUES

7	~~	ICEII	CO 14		
Ι.	(LOP	VSEII	((()))	MUNAL	

71 Pièces relatives à la démission de Léopold Hébette de ses fonctions d'échevin et de conseiller. 1878.

1 pièce

Pièces relatives à la déchéance de M. Watelet de ses fonctions de conseiller pour défaut de résidence sur le territoire communal. 1902-1903.

2 pièces

Arrêté de la Députation permanente du Conseil provincial relatif à l'incompatibilité existant pour deux conseillers communaux élus en 1921 de siéger ensemble. 1921.

1 pièce

Dossier relatif à l'installation des conseillers à la suite des élections de 1970 ou à la suite de démissions. 1971-1976.

1 chemise

2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

Lettre du commissaire d'arrondissement relative à l'envoi de trois décorations pour les mayeur et échevins. 1820.

1 pièce

Notifications de nominations de membres du Conseil et du Collège et règlement d'administration pour le Plat-Pays de la Province de Namur. 1825.

1 chemise

Pièces relatives à la désignation d'Eugène Pêcheur comme échevin en remplacement de Rolland de Beaudignies, nommé bourgmestre. 1973.

2 pièces

3. BOURGMESTRE

75

78 - 80 PIÈCES RELATIVES À LA NOMINATION DES BOURGMESTRES. 1858-1912.

78 Pierre Martin Mornimont. 1858, 1872.

5 pièces

79 Baron Gaston d'Huart, 1904.

2 pièces

80	Fernand Le Boucq de Beaudignies. 1908, 1911, 1912.	4 pièces
81	Extrait d'acte de décès du comte Harold d'Aspremont Lyr	nden,
	bourgmestre de Natoye. 1er avril 1967.	1 pièce
	C. ORGANISATION DES SERVICES	
82	1. ORGANIGRAMMES Liste récapitulative des services rendus par l'administrati communale. [1970 ?-1975 ?].	ion 1 chemise
83	2. ARCHIVES Lettre du géomètre du cadastre relative à la conservation documents cadastraux déposés au secrétariat communa	
	D. PERSONNEL DES SERVICES	
84	1. GÉNÉRALITÉS Dossier relatif à l'octroi de suppléments communaux de la au personnel enseignant et état dudit personnel. 1955-19	
85	Statistiques du personnel communal. 1966.	1 chemise
86	Décision du Conseil communal d'octroi de bonifications de restructuration aux membres du personnel communal ap 12 années de service pour l'année 1968. 1968.	
	in the second se	1 chemise
	2. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIC)UE
87	87 - 95 DOSSIERS INDIVIDUELS. 1874-1984. Crosset Joseph, secrétaire. 1947-1970.	1 chemise
88	Crosset Nestor, receveur. 1913-1963.	1 chemise

89	Goffin Émile, receveur. 1875-1912.	1 chemise
90	Laloux Guy, secrétaire. 1969-1970.	1 chemise
91	Lecomte Jean-Baptiste, secrétaire. 1895-1940.	1 chemise
92	Marlair Marcel, employé. 1947.	1 chemise
	Neyrinck Armand. 1962-1976.	
93	Paquet Maurice, commis au ravitaillement. 1947-1984.	1 chemise
94	Struelens Joseph, receveur et conseiller. 1874-1875.	1 chemise
95	Thonet Marcel et Neyrinck Armand, receveurs. 1962-197	76. 1 chemise
	3. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER	
96	96 - 101 DOSSIERS INDIVIDUELS. 1884-1976. Bodart Madeleine, nettoyeuse. 1955-1961.	1 chemise
97	Cornet Jean, ouvrier fontainier. 1974-1976.	1 chemise
98	Grave Monique, nettoyeuse. 1960-1961.	1 chemise
99	Legrand Marcel, cantonnier. 1919-1936.	1 chemise
100	Poncelet Jean, fontainier. 1961-1970.	1 chemise
101	Portetelle, commissaire voyer. 1884-1923.	1 chemise
102	4. DOSSIERS DU PERSONNEL DE POLICE Dossier individuel de Legrand Victor, garde champêtre.	1938.

1 chemise

		1 chemise
103	5. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT Attestations d'occupation, recrutement et pièces relative	es au
	personnel enseignant. 1942-1964.	1 chemise
104	Dossier relatif à la nomination d'un instituteur provisoire	e dans le
	cadre de la réouverture de la 3e classe. 1968.	1 chemise
105	105 - 118 DOSSIERS INDIVIDUELS. 1922-1981. Brasseur Anne-Marie. 1961-1963.	
		1 chemise
106	Degrève Thérèse. 1974.	1 chemise
107	Dewez Bernadette. 1972.	1 chemise
108	Félix Jacqueline. 1967.	1 chemise
109	Wiart-Giot Michelle. 1972.	1 chemise
110	Charlier-Leclercq Marie. 1973-1975.	1 chemise
111	Crosset-Lecomte Marie-Thérèse. 1953-1981.	1 chemise
112	Monjoie Émilie. 1966-1967.	1 chemise
113	Poupart Michel. 1952-1989.	1 chemise
114	Salpéteur Nicole. 1965.	1 chemise
115	Van Kerrebroeck Geneviève. 1972.	1 chemise
116	Van Kerrebroeck-Vellande Lucienne. 1972.	

		1 chemise
117	Walgraffe Ginette. 1973.	1 chemise
118	Xhenseval Jean-Baptiste. 1922-1939.	1 chemise

119	III. PATRIMOINE Lettre du sous-préfet de Dinant demandant communication de la date d'achat par la commune de la maison de cure et dépendance	S
	de Pessoux. 2 juin 1805 (13 prairial an XIII). 1 pièc	
120	Lettre du sous-préfet de Dinant relative au paiement de deux années de location de la maison servant de presbytère. 1807. 1 pièc	e
121	121 - 122 DOSSIERS D'ACHAT DE BIENS. 1827-1961. Burlet-Morimont Anne-Joseph, bâtiment situé dans la cour des Morimont, terrain sis au lieu-dit "pachis des vaches "et aisance joignant ledit bâtiment pour l'établissement d'une salle d'école, logement et jardin pour l'instituteur. 1827.	
	1 chemis	e
122	Missart Arthur, parcelle cadastrée section A, n° 424X en vue de la création d'une place communale et d'une plaine de jeux. 1938-1961.	
	1 chemis	e
123	Dossier relatif à la location de la chasse communale. 1837-1975. 1 chemis	e
124	Pièces relatives au partage de propriétés communales par les habitants et à la location des biens communaux. 1839-1947. 1 liass	e
	125 - 185 DOSSIERS DE VENTE DE BIENS COMMUNAUX. 1841- 1976.	
125	Vente publique de divers biens en vue de financer les travaux de réparation de l'église paroissiale. 1841.	
	1 cahie	∍r
126	SA Grande compagnie du Luxembourg, à Ixelles, emprises nécessaires pour la construction du chemin de fer du Luxembourg 1856-1862.	
	1 chemis	е
127	Vente publique de divers biens en vue de leur mise en culture. 1859.	
	1 cahie	er
129	Grandamme-Delieux Jean-Joseph, parcelle cadastrée section B, n°	

	67D. 1897.	1 chemise
		1 CHCIIII3C
130	Eloy Arthur, Jottard Joseph, Depasse Félix et Verlaine Léo excédents des chemins n° 35 de la Station et 33 de Fran du centier n° 66 du Village, 1000, 1013	•
	du sentier n° 66 du Village. 1909-1913.	1 chemise
131	Dave Nestor et consorts, excédent du chemin n° 30. 190	9. 1 chemise
132	Veuve de Thier Alfred, excédents du chemin n° 3. 1903.	1 chemise
133	Laloux V., Pairon N., Chaboche E. et Dernelle A., excéden chemin n° 33. 1907.	ts du
	CHCHIII II 33. 1307.	1 chemise
134	Frippiat Joseph, parcelle de terrain inculte cadastrée sect	ion C, n°
	275. 1922-1926.	1 chemise
135	Mathy-Mathy Jules, parcelle cadastrée section A, n° 424A	a. 1924. 1 chemise
136	Laloux Victor, parcelle cadastrée section A, n° 421. 1924	-1925. 1 chemise
137	Leroux-Verlaine J., parcelle cadastrée section B, n° 66C.	1925-1926. 1 chemise
138	Sorée Édouard, parcelle cadastrée section A, n° 421B. 19	925-1929. 1 chemise
139	Divers ouvriers, emplacements à bâtir à prendre dans de parcelles situées aux lieux-dits Taille à l'Image et les Con	
	cadastrées section A, n° 421 et 424D. 1925-1939.	1 chemise
140	Demin-Sacré Arthur, parcelles cadastrées section A, n° 4	21B, 424D
	et 449ter. 1926-1928.	1 chemise
141	Radu Vital, parcelle cadastrée section A, n° 421B. 1926-1	1928. 1 chemise
142	Demasy-Dave Léopold, parcelle cadastrée section A, n° 4	120 et 421.
	1926-1938.	1 chemise

143	Mawet Élise, parcelle cadastrée section A, n° 424A. 1928	-1938. 1 chemise
144	Parmentier-Pessesse Justin, bâtiment dit "La Centrale "c section A, n° 424D et 424O. 1928-1939.	adastré
	3cccioii 74, 11 12 15 cc 12 16. 1326 1333.	1 chemise
145	Delongueil Adelin, parcelle cadastrée section A, n° 421B.	1929. 1 chemise
146	Focan Jacques et Hébette Louis, parcelle cadastrée section 421B. 1929-1930.	on A, n°
	.213. 1020 1000.	1 chemise
147	Hébette Louis, parcelle cadastrée section A, n° 421Q2. 19	929-1938. 1 chemise
148	Charles-Massart André, emplacement contigu à la place p	oublique.
	1931-1932.	1 chemise
149	Petit Gaston, parcelle cadastrée section A, n° 421A2. 193	2. 1 chemise
150	Radu-Mathy Jules, parcelle cadastrée section A, n° 424K	et
	424Abis. 1932-1938.	1 chemise
151	Mélot Léopold, parcelle cadastrée section A, n° 421A2. 19	933. 1 chemise
152	Leroux-Lambert Jules et Germaine, parcelles cadastrées s	section B,
	n° 42M et 42U. 1933-1953.	1 chemise
153	Danvoye-Wéry Joachim, parcelle cadastrée section A, n° 4424K et 409ter. 1935-1939.	424A,
	424K et 409ter. 1935-1939.	1 chemise
154	Pesesse Alfred, terrains cadastrés section A, n° 421L2 et 1935-1948.	421V2.
	1933-1946.	1 chemise
155	Lissoir Émile, parcelle cadastrée section A, n° 421Q2. 193	38-1939. 1 chemise
156	Eloy Fernand, parcelles cadastrées section A, n° 424K, 44444, 424M6 et échange entre une partie d'une p	

cadastrée section A, n° 424B2 contre une partie de la parcelle communale cadastrée section A, n° 424P5. 1938-1959. 1 chemise 157 Nélis Jules, parcelle cadastrée section A, n° 424C. 1939. 1 chemise 158 Seha Alfred, demande d'un emplacement sis chemin de Gozée. 1939. 3 pièces 159 Ledocte Ernest, parcelle cadastrée section A, n° 421Q2. 1939-1940. 1 chemise 160 Marloye Joseph, parcelle cadastrée section A, n° 424A ou 424W. 1939, 1948. 1 chemise Delongueil Émile, Arts Clément, Bougelet Désiré, Delvaux Henri, 161 Descy-Deskeuvre Léon, Léon Félix, Foldvary Joseph, Jacqmin Joseph, Janssen V., Leclercq Adolphe, Lefebvre René, Leroy Joseph, Preudhomme Jules, Remacle Marie, Simon Alfred, douze lots dans les parcelles cadastrées section A, n° 424Y et 421V2. 1948-1949. 1 liasse 162 Bajart Albert, Remy Fréderic, Pairon Camille, Dheur-Docquier Joseph, Laurent Albert, Salmon Arthur, Maguet Marcel, Halin Léon et consorts, dix lots dans la parcelle cadastrée section A, n° 424Y. 1948-1955. 1 liasse 163 Société nationale de la petite propriété terrienne (SNPPT), parcelle cadastrée section A, n° 424A2. 1949-1951. 1 liasse 164 Remacle Robert, Georges-Guilleaume Xavier, Bourguignon-Donny Guillaume, Sprumont Léon et consorts, cing lots dans une parcelle cadastrée section A, n° 424A2. 1950-1955. 1 chemise 165 Bertrand Georges, Montulet Camille, Remy Marcel, Spoiden René et Leroux Désiré, six lots dans une parcelle cadastrée section B, n° 42U. 1950-1957. 1 chemise Jacquemin Joseph, Arts Clément, Lissoir Émile, Pesesse Alfred, 166 Mélot Léopold, Petit Gaston, Eloy Olga et Grégoire Ermine, huit lots à prendre dans la parcelle cadastrée section A, n° 421A5. 1954-1959.

		1 chemise
167	Bourguignon Guillaume, parcelle cadastrée section A, n° 1955.	424P5.
	1333.	1 chemise
168	Salpéteur-André Charles, parcelle cadastrée section A, n° 1955-1956.	° 424Q5.
		1 chemise
169	Verlaine Joseph, suppression et vente d'une partie du che 41. 1956-1957.	emin n°
		1 chemise
170	Darasse-Louppe Jules, parcelle cadastrée section A, n° 4. 1957-1961.	24E4.
		1 chemise
171	Ledocte Ernest et Delvaux Henri, parcelles respectiveme cadastrées section A, n° 421D5 et 484O5. 1958-1959.	nt
	Cadastrees section A, II 421D3 et 40403. 1930-1939.	1 chemise
172	Radu Joseph, parcelle cadastrée section A, n° 421D5. 19	59-1960. 1 chemise
173	Société nationale de la petite propriété terrienne (SNPPT cadastrées section A, n° 247Y7, 424F4, 424E4 et 424B8. 1963.	•
	13031	1 chemise
174	Debacker-Verbeylen Léon et Leroux-Lorge Joseph, parcell cadastrée section A, n° 424B8. 1960-1964.	е
	12.20.200	1 chemise
175	Bourtambour Germaine, Guilleaume Pierre et Lamy-Delo Henri, parcelles respectivement cadastrées section A, n° 424E4 et 424S3. 1961-1963.	_
	12 12 1 60 12 133. 1301 1303.	1 chemise
176	Chalon José, parcelle cadastrée section A, n° 421C6. 196	2-1965. 1 chemise
177	Radu Raoul, parcelle cadastrée section A, n° 424Q8. 196	5-1968. 1 chemise
178	Delvaux Henri, parcelle cadastrée section A, n° 424Y10.	1966. 1 chemise
179	Dessy Auguste, parcelle cadastrée section C, n° 283S2.	1966-1967.

1 chemise 180 Oger-Lambeaux Albert, parcelle cadastrée section A, n° 424X14. 1968-1969. 1 chemise 181 Marée Yvan et Fonds des bâtiments scolaires de l'État, excédent du sentier n° 64. 1969-1971. 1 chemise 182 Dewez Omer, excédent du chemin n° 42. 1969-1972. 1 chemise 183 Laloux André, parcelle cadastrée section A, n° 424W10. 1970-1972. 1 chemise Société nationale terrienne (SNT), parcelles cadastrées section A, 184 n° 424C16 et 426. 1973-1975. 1 chemise 185 Cornet Michel, parcelle cadastrée section B, n° 291. 1976. 1 pièce 186 Pièces relatives à un litige portant sur la propriété d'un étang à Skeuvre, cadastré section B, n° 293, dont le baron de Thier conteste l'inscription à l'article n° 156 de la matrice cadastrale ouvert au nom de "Skeuvre, le hameau ". 1849. 1 chemise 187 Lettre du géomètre du cadastre transmettant une circulaire de l'inspecteur du cadastre relative au défrichement des bruyères. 1859. 2 pièces 188 Actes de vente de bois. 1859-1861. 1 chemise 189 - 191 DOSSIERS D'ÉCHANGE DE BIENS. 1859-1972. 189 Acte du notaire Jules-Frédéric Aubert relatif à des parcelles appartenant à Lecomte François, Lecomte Henri Joseph et à la commune. 26 octobre 1859. 1 cahier 190 Jadot-Boulanger Jacques, parcelle cadastrée section A, n° 424T4, Pairon-Deloge Émile, parcelle cadastrée section A, n° 424V4, contre la parcelle communale cadastrée section A, n° 42505. 1955-1956. 1 chemise

191	Martin-Missart Marcel, parcelles cadastrées section A, n° 423, contre la parcelle communale cadastrée section A, r 1971-1972.	
	19/1-19/2.	1 chemise
192 /1	Pièces relatives à la décision de vendre une parcelle com	ımunale
	sise au lieu-dit " Query " à la place de la boiser. 1875.	1 chemise
192 /2	192 - 205 DOSSIERS D'ACQUISITION D'EMPRISES. 1904-1 Diverses emprises pour l'élargissement du chemin n° 9.	
193	Diverses emprises pour l'amélioration et le redressement	t du
	chemin de grande communication n° 122. 1937-1939.	1 chemise
194	Diverses emprises pour l'élargissement du chemin de Sk	euvre.
	1953-1956.	1 chemise
195	Diverses emprises pour l'élargissement du chemin n° 35.	
	1956.	1 chemise
196	De Thier Al., parcelle cadastrée section C, n° 236E. 1955	-1956. 1 chemise
197	Société nationale de la petite propriété terrienne (SNPPT	
	cadastrées section A, n° 424X et 424B7. 1959-1960.	1 chemise
Leroux J. et Verlaine M., parcelles cadastrées secti		o° 433UI et
	433VI. 1963-1964.	1 chemise
199	Société nationale de la petite propriété terrienne (SNPPT	
	cadastrée section A, n° 424V11. 1966-1967.	1 chemise
200	Diverses emprises pour l'amélioration du chemin n° 42.	1966-1967. 1 chemise
201	Société nationale des chemins de fer belges (SNCB), plac stationnement devant la gare et le chemin d'accès qui la route d'Arlon à Bruxelles. 1969-1974.	

		1 chemise
202	Etienne G., parcelles cadastrées section A, n° 433V3 et 4 1976.	32V. 1971-
	1970.	1 chemise
203	Godelet J., Lambert M., Gilson J., Rigolet A., Sauvage A., o parcelles pour l'amélioration du chemin de Lenny. 1974-1	
204	Chiliade R. et R., parcelle cadastrée section C, n° 376K. 1	.975-1977. 1 chemise
205	Vicomte Le Boucq de Beaudignies R., parcelles cadastrée C, n° 349D, 349F, et 354A. 1976.	es section
	C, II 349D, 349I, Et 334A. 1970.	1 cahier
206	Demandes d'achat de parcelles à bâtir. 1943-1944.	1 chemise
207	Pièces relatives à la location des biens ruraux. 1945-197	1. 1 liasse
208	Pièces relatives à l'occupation du logement scolaire. 194	6-1974. 1 chemise
209	Dossier relatif à la donation par le comte Charles-Albert d'Aspremont Lynden d'un bâtiment rural cadastré section C, n°	
	2652. 1957.	1 chemise
210	pouvoir disposer d'un terrain communal en vue d'y construir	
	local. 1968.	1 chemise

211	IV. FINANCES ET FISCALITÉ A. GÉNÉRALITÉS Pièces relatives à la gestion de la recette communale. 18 (an IX)-1860.	300/1801 1 chemise
	B. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT	
212	1. BUDGETS ET ANNEXES Budgets et annexes. 1951-1952.	1 chemise
213	2. EMPRUNTS Pièces relatives aux emprunts. 1913-1919.	1 chemise
214	3. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES Dossier relatif au mesurage de la superficie des voiries o commune dans le cadre du calcul de la répartition du Fo communes. 1949-1976.	
215	 C. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR 1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ Grands-livres des recettes et des dépenses. 1975-1976. 2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES 	2 cahiers
216	216 - 218 COMPTES COMMUNAUX. 1951-1976. 1951-1959.	
		1 liasse
217	1960-1969.	1 liasse
218	1970-1976.	1 liasse

	219 - 230 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1952-1976.	
219	1952. 1 chemise	
220	1954. 1 liasse	
221	1957. 1 liasse	
222	1962. 1 liasse	
223	1969. 1 chemise	
224	1970. 1 chemise	
225	1971.	
	1 liasse	
226	1972. 1 liasse	
227	1973. 1 chemise	
228	1974. 1 liasse	
229	1975. 1 chemise	
230	1976 (dépenses). 1 liasse	
231	3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR Arrêté du gouverneur de la province relatif à l'organisation des recettes régionales. 1953.	
232	D. IMPOSITIONS ET TAXES Rôle des centimes additionnels au principal des contributions directes. 1842.	

		1 chemise
Dossier relatif à la désignation et à la rémunération du de bourgmestre dans le cadre des opérations de péréquation des revenus cadastraux. 1951-1955.		
	des revenus cudustruux. 1991 1995.	1 chemise
234	234 - 246 DOSSIERS DES TAXES. 1966-1976. Chiens. 1966-1971.	
		1 chemise
235	Vélos et vélomoteurs. 1966-1971.	1 chemise
236	Véhicules ordinaires. 1967-1976.	1 chemise
237	Enlèvement des immondices. 1969-1976.	1 chemise
238	Force motrice. 1970-1976.	1 chemise
239	Personnel domestique. 1970-1976.	1 chemise
240	Personnel occupé. 1970-1976.	1 chemise
241	Précompte immobilier. 1970-1976.	1 chemise
242	Distribution de carburants. 1973-1976.	1 chemise
243	Délivrance de documents administratifs. 1975.	1 chemise
244	Enseignes lumineuses. 1976.	1 chemise
245	Inhumations et exhumations. 1976.	1 chemise
246	Secondes résidences. 1976.	1 chemise

247	Relevés annuels à fournir à l'Administration des Cont vertu de l'article 235 du code des impôts sur les reve 1977.	
	1377.	1 chemise
248	E. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE Pièces relatives à l'établissement du cadastre parcell conservation. 1808-1850.	aire et à sa
	Conservation. 1000-1030.	1 chemise
Tableaux de classement parcellaire et évaluation des reimposables des propriétés foncières des sections de la c		
	[1813-1833].	1 volume
250	Matrice de rôle pour la contribution foncière. 1818-[X	IXe siècle]. 1 volume
251	Pièces relatives à une déclaration de cession de pro l'Administration du Waterstaat émanant de Mme Va 1819.	
	1019.	1 chemise
252	Lettre du gouverneur de la province informant la com agents de l'expertise cadastrale s'occuperont incessa classement des propriétés de la commune. 1830.	
	·	1 pièce
253	Tableau indicatif primitif des propriétaires et des propriétaires non bâties et bâties, ainsi que de leurs conclassement et évaluation cadastrales (modèle 208).	tenance,
		1 volume
254	254 - 258 MATRICE CADASTRALE OU LISTE DES PROP AVEC RELEVÉS DE LEURS PROPRIÉTÉS FONCIÈRES NO BÂTIES (MODÈLE 212). [1833-1RE MOITIÉ DU XXE SIÈ Volume 1, articles 1 à 166.	ON BÂTIES ET
254	volume 1, articles 1 a 100.	1 volume
255	Volume 2, articles 168 à 274.	1 volume
256	Volume 3, articles 275 à 434.	1 volume
257	Volume 4, articles 435 à 646.	

		1 volume
258	Volume 5, articles 647 à 758.	1 volume
259	Table alphabétique des propriétaires compris dans la matr cadastrale, articles 1 à 225. [XIXe siècle].	ice
	cadastrale, articles 1 a 223. [Aixe siecie].	1 cahier
260	Registre contenant l'indication des changements qui survien dans les propriétés bâties par suite de nouvelle construction reconstruction totale, renouvellement partiel et agrandissem qui donnent lieu aux exemptions temporaires accordées par du 28 mars 1828. 1839-1875.	
		1 cahier
261	Registre indiquant les divisions de classement des parcelle 1917.	es. 1837-
	1917.	1 cahier
262	États des parcelles à expertiser. 1869-1876.	1 chemise

	V. ÉTAT CIVIL	
263	A. GÉNÉRALITÉS Rapport de vérification des registres de l'état civil dressé procureur général près la Cour d'appel de Liège. 1861.	é par le
	processes general pressua esal a appel de Eleger 1901.	1 pièce
264	Rapports de vérification des registres de l'état civil dress procureur du Roi. 1956-1962.	sés par le
	procureur du non 1550 1562.	1 chemise
265	B. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES Dossier relatif aux règlements de police concernant le ci les inhumations. 1905-1929.	
		1 chemise
	266 - 300 DOSSIERS DES CONCESSIONS AU CIMETIÈRE.	1906-1969.
266	1906-1912.	1 chemise
267	1921-1931.	1 chemise
268	1932.	1 chemise
269	1935.	1 chemise
270	1938.	
271	1020	1 chemise
271	1939.	1 chemise
272	1940.	1 pièce
273	1941.	1 chemise
274	1942.	1 chemise
275	1943.	

		1 chemise
276	1944.	1 chemise
277	1945.	1 chemise
278	1947.	1 chemise
279	1948.	1 chemise
280	1949.	1 chemise
281	1950.	1 chemise
282	1951.	1 chemise
283	1952.	1 chemise
284	1953.	1 chemise
285	1954.	1 chemise
286	1955.	
287	1956.	1 chemise
288	1957.	1 chemise
289	1958.	1 chemise
290	1959.	1 chemise
291	1960.	1 chemise
291	1900.	2 pièces

292	1961.	1 chemise
293	1962.	1 chemise
294	1963.	1 chemise
295	1964.	1 chemise
296	1965.	1 chemise
297	1966.	1 chemise
298	1967.	1 chemise
299	1968.	2 pièces
300	1969.	1 chemise
301	Copie d'un arrêté royal autorisant la perception d'une taxe sur l'inhumation au cimetière communal de personnes décédées en dehors du territoire de la commune sans y avoir leur domicile ou leur résidence habituelle. 19 mai 1906.	
	real residence nasitaener 15 mai 1500.	1 pièce
302	Règlement sur les inhumations et les transports funèbre commune de Ciney. 1925.	
		1 cahier
303	Pièces relatives au legs consenti par Mme Veuve Émile L d'une somme d'argent à charge d'entretenir son caveau	
304	Dossier relatif à la création d'un cimetière dans la propri	été des
	pères passionistes. 1936.	1 chemise
305	Circulaire du gouverneur de la province relative à la prés le cimetière d'un emplacement spécial ou un emplacement d'honneur réservé aux anciens combattants et aux citoy	ent

pour la patrie et réponse afférente. 1937. 1 pièce C. AUTRES DOCUMENTS Registre destiné à recevoir les déclarations de naturalité. 1896. 306 1 cahier 307 Pièces relatives à la transcription de jugements tenant lieu d'acte de décès de citoyens de la commune. 1942. 1 chemise 308 Copie conforme d'un jugement du Tribunal de première instance de Marche-en-Famenne relatif à la rectification de l'acte de décès dressé pour une personne inconnue à Marcourt le 28 juillet 1944 et à l'inscription de l'identité de Léopold Culot sur ledit acte. 1947. 1 pièce

	VI. POPULATION	
309	309 - 321 REGISTRES DE POPULATION. 1846-1980. Volume 1. 1846-1858.	
		1 volume
310	Volume 2. 1858-1870.	1 volume
311	Volume 3. 1871-1880.	1 volume
312	Volume 4. 1880-1890.	1 volume
313	Volume 5. 1891-1900.	1 volume
314	Volume 6. 1900-1910.	1 volume
315	Volume 7. 1911-1920.	1 volume
316	Volume 8. 1921-1930.	1 volume
317	Volume 9. 1930-1947.	1 volume
318	Volume 10. 1949-1960.	1 volume
210	Valuma 11, 1061, 1070	1 volume
319	Volume 11. 1961-1970.	1 volume
320	320 - 321 1971-1980. Volume 1 : folios 1 à 250.	
		1 volume
321	Volume 2 : folios 251 à 500.	1 volume
614	322 - 329 INDEX DES REGISTRES DE POPULATION. 1846-1 1846-1858.	1960.

		1 cahier
322	1871-1880.	1 camer
322	1071-1000.	1 volume
323	1880-1890.	1
224	1001 1000	1 volume
324	1891-1900.	1 volume
325	1900-1910.	
		1 cahier
326	1911-1920.	1 cahier
327	1921-1930.	
		1 cahier
328	1930-1947.	1 volume
329	1949-1960.	
		1 volume
330	Liste de numérotage des maisons dressée dans le cadre recensement au 31 décembre 1890. [1890].	du
	recensement da 31 decembre 1030/[1030].	1 pièce
331	Registre des domestiques et des ouvriers demeurant avec la personne qu'ils servent ou chez laquelle ils travaillent (modèle 6).	
	1892-1900.	1 volume
	332 - 336 REGISTRES DES ENTRÉES ET DES SORTIES. 18	395-1977.
332	332 - 333 ENTRÉES. 1895-1971. 1895-1923.	
		1 volume
333	1946-1971.	1 volume
334	334 - 335 SORTIES. 1895-1971. 1895-1923.	

		1 volume
335	1946-1971.	1 volume
336	Entrées et sorties. 1972-1977.	1 volume
337	Rapport de vérification des registres de la population population population des Affaires nationales du Ministère l'Intérieur. 1966.	
		1 chemise

VII. ÉLECTIONS A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

338 - 340 LISTES GÉNÉRALES DES ÉLECTEURS CENSITAIRES ET CAPACITAIRES. 1887-1891.

338 1887.

1 cahier

339 1889.

1 cahier

340 1891.

2 cahiers

Listes des électeurs pour la Chambre des représentants et le Sénat. 1894-1895.

1 cahier

342 - 345 LISTES DES ÉLECTEURS AUX CHAMBRES LÉGISLATIVES, CONSEILS PROVINCIAUX ET CONSEILS COMMUNAUX. 1946-1978. 1946.

342 1946.

1 cahier

343 1964-1966.

1 cahier

344 1969-1971.

1 cahier

345 1976-1978.

347

1 cahier

Pièces relatives à la formation de la liste des jurés d'assises. 1932.

1 chemise

B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

Registre destiné à l'inscription des condamnations qui entrainent la privation du droit de vote. 1963-1977.

1 volume

	C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS	
240	348 - 356 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 192	1-1970.
348	24 avril 1921.	1 chemise
349	10 octobre 1926.	1 chemise
350	9 octobre 1932.	1 chemise
351	16 octobre 1938.	1 chemise
352	24 novembre 1946.	1 chemise
353	12 octobre 1952.	1 chemise
354	12 octobre 1958.	1 chemise
355	11 octobre 1964.	1 chemise
356	11 octobre 1970.	1 chemise
257	357 - 363 DOSSIERS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET PROVINCIALES. 1921-1939.	
357	Législatives du 20 novembre 1921.	1 chemise
358	Provinciales du 20 novembre 1921.	1 chemise
359	Législatives du 27 novembre 1932.	1 chemise
360	Provinciales du 4 décembre 1932.	1 chemise
361	Législatives du 24 mai 1936.	1 chemise

362	Provinciales du 7 juin 1936.	1 chemise
363	Législatives du 2 avril 1939.	1 pièce

375

1968-1976.

	VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES	
364	A. SERVICE MILITAIRE Pièces relatives à la milice. 1821-1947.	1 liasse
365	365 - 367 REGISTRES D'INSCRIPTION DES PERSONNES QU JANVIER, SE TROUVERONT DANS L'UN DES CAS PRÉVUS P. ARTICLES 6, 7 ET 9 DE LA LOI DU 3 JUIN 1870 ; ÉTATS SPÉ DES AJOURNÉS ET DISPENSÉS ; REGISTRES D'INSCRIPTION PERSONNES, QUI AU 1ER JANVIER, SONT APPELÉS À CONC AU TIRAGE AU SORT POUR LA LEVÉE DE MILICE ET LISTES ALPHABÉTIQUES DES INSCRITS POUR LA LEVÉE. 1871-190 1871-1880.	AR LES CIAUX N DES COURIR
303	1071-1000.	1 volume
366	1881-1890.	1 volume
367	1891-1900.	1 volume
	368 - 375 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 19	14-1976.
368	1914-1930.	1 liasse
369	1931-1939.	1 liasse
370	1940-1950.	1 liasse
371	1951-1954.	1 liasse
372	1955-1959.	1 liasse
373	1960-1964.	1 liasse
374	1965-1967.	1 liasse

376	Correspondance relative aux allocations militaires liquidé	1 liasse
370	janvier 1942 au 31 décembre 1945. 1947.	1 chemise
377	B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MEN TEMPS DE PAIX ET EN TEMPS DE GUERRE Registre servant à l'inscription des habitants de la commont participé à des fournitures requises par l'autorité mil exécution de la loi du 14 août 1887. 1914-1919.	iune qui
378	378 - 380 REGISTRES SERVANT À L'INSCRIPTION DES HA DE LA COMMUNE QUI ONT PARTICIPÉ À LA FOURNITURE I PRESTATIONS REQUISES PAR L'AUTORITÉ MILITAIRE, EN E DE LA LOI DU 12 MAI 1927. 1938-1945. 1938-1940.	DE
370	1330 13 10.	1 cahier
379	1939-1945.	1 volume
380	1944-1945.	1 volume
381	Pièces relatives aux réquisitions opérées par les armées. 1945.	1938-
	13.13.	1 liasse
Dossier ayant trait aux plaintes déposées par des habitant Natoye pour des dommages qu'ils imputent aux passages du son par des avions militaires. 1971-1973.		
	da 3011 par des avions finitalies. 13/1 13/3.	1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS A. PERSONNEL DE POLICE Pièces relatives aux titulaires de la fonction de garde champêtre. 383 1861-1930. 1 chemise 384 Lettre du gouverneur de la province relative à l'opportunité de créer une troisième place de garde champêtre. 1900. 1 pièce 385 Dossier relatif aux gardes champêtres Victor Legrand, Georges Bertrand et Jean Poncelet. 1936-1969. 1 chemise B. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE 386 Règlement sur le colportage. 10 septembre 1905. 1 pièce 387 Dossier relatif à la surveillance et la réglementation du commerce ambulant. 1952-1976. 1 chemise 388 Dossier relatif aux emplacements forains. 1962-1978. 1 liasse 389 Dossier relatif à un immeuble menaçant ruine situé rue de Dinant n° 37. 1967. 1 chemise 390 Dossier de collocation de l'aliéné A.S. 1968-1971. 1 chemise C. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE 391 Lettre du sous-préfet du 2e arrondissement, à Dinant, invitant les maires du ci-devant canton de Ciney de seconder la gendarmerie pour découvrir les auteurs de vols commis à Ciney et à Champion. 1801/1802 (an X). 1 pièce 392 Lettre du commissaire d'arrondissement signalant la disparition d'Ambrois Quintin, de Lez-Fontaine. 1847. 1 pièce 393 Lettre du juge de paix de Ciney invitant le bourgmestre à procéder

à une enquête sur les personnes absentes dans la nuit du 15 au 16 juin 1851 en vue d'élucider un crime. 1851.

1 pièce

	X. SANTÉ PUBLIQUE	
394	A. IMMONDICES Dossier relatif à l'enlèvement des immondices et à leur mis décharge. 1967-1974.	se en
	decharge. 1907-1974.	1 liasse
395	B. SURVEILLANCE DE LA PRATIQUE MÉDICALE Dossier relatif à l'élection des membres des conseils de l'o	rdre des
	médecins et de l'ordre des pharmaciens. 1969. 1	. chemise
396	C. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES État des vaccinations pratiquées dans la commune et du n des individus qui ont été traités comme atteints de la petit	
	pendant les années 1820-1821. 1822.	1 pièce
397	État indiquant les vaccinations qui ont eu lieu dans la com 1842.	mune.
	1042.	1 pièce
398	Registre pour l'inscription des vaccinés. 1947-1968.	1 cahier
399	399 - 401 REGISTRES DES ASSUJETTIS À LA VACCINATION OBLIGATOIRE. 1966-1977. 1966-1970.	
399		1 volume
400	1970-1977.	1 volume
401	D. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGI Dossier relatif à la lutte contre les logements insalubres. 19 1957.	_
		. chemise
	E. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUE INCOMMODES	BRES ET
402	Pièces relatives à la demande de Marcel Salpéteur tendant obtenir l'autorisation de placer deux pompes à essence, ur	

1 chemise

pompe à huile et un compresseur. 1953. 1 chemise 403 Dossier relatif au contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes. 1953-1975. 1 liasse 404 Dossier relatif à des demandes de la SA Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX) tendant à être autorisée à installer des lignes aériennes ou des canalisations électriques. 1964-1975. 1 chemise 405 Dossier relatif à une demande de la SA Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX) tendant à être autorisée à installer une cabine de transformation

sur le domaine public. 1976.

	XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME	
	A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLAT IMMOBILIÈRES DIVERSES	TIONS
406	1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES COMMUNAUX Dossier relatif à la démolition et la reconstruction de la remise	
	communale. 1957-1969.	1 chemise
407	2. BÂTIMENTS AFFECTÉS À L'ENSEIGNEMENT Dossier relatif à l'agrandissement de l'école des garçons. 1902.	
	1302.	1 chemise
408	Dossier relatif aux travaux de rénovation de la cour de l'école des garçons. 1936-1941.	
409	Pièces relatives aux travaux d'entretien périodique de l'école communale. 1938. 1 chemi	
410	Dossier relatif au pavement d'une classe à l'école des garçons. 1955-1956. 1 chem	
411	Dossier relatif à la construction d'une buanderie et d'un garage au logement scolaire. 1955-1959. 1 chemis	
412	Dossier relatif à la construction d'une nouvelle école gardienne.	
	1959-1965.	1 liasse
413	Pièces relatives à la situation des bâtiments scolaires. 19	63-1973. 1 chemise
414	3. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SPORTS Dossier relatif à la création d'un complexe sportif. 1959-1	970. 1 chemise

415	4. BÂTIMENTS AFFECTÉS À DES FINS SOCIALES Dossier relatif à l'aménagement d'une salle pour la consu des nourrissons. 1948-1950.	
		1 chemise
	5. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU CULTE	
416	A. ÉGLISE Dossier relatif aux travaux de restauration, d'entretien et d'agrandissement. 1834-1881.	
	d agranaissement. 1054 1001.	1 chemise
417	Convention intervenue avec Adrien Causard pour la fourr d'une cloche. 1887.	niture
		1 pièce
418	Dossier relatif à un projet d'agrandissement et à la construction d'une tour puis à la construction d'une nouvelle église sur	
	l'emplacement de la précédente. 1898-1906.	1 liasse
419	Dossier relatif aux travaux de restauration effectués au vieux	
	cimetière, à l'église et au presbytère. 1922-1925.	1 chemise
420	Dossier relatif à la restauration du clocher. 1945-1946.	1 chemise
Dossier relatif au remplacement des cloches enlevé		ndant
	l'occupation. 1950-1953.	1 chemise
422	Dossier relatif à la restauration de la tour. 1954-1959.	1 liasse
423	Dossier relatif à la réparation du mur d'enceinte. 1965-19	967. 1 chemise
424	Dossier relatif à la restauration des peintures. 1974.	1 chemise
	B. PRESBYTÈRE	
425	Registre des recettes et dépenses pour la construction du presbytère. 1821-1823.	ı
		1 chemise

426	Dossier relatif au projet de reconstruction d'une partie du clôture du jardin du presbytère. 1917-1918.	
		1 chemise
427	Dossier relatif à la restauration du presbytère, en raison détat de délabrement total et en vue d'y installer le nouve	
	desservant de la paroisse. 1950-1952.	1 liasse
428	Dossier relatif à l'achat et la pose d'un garage démontab presbytère. 1968.	le pour le
	presbytere. 1500.	1 chemise
	C. CHAPELLE DE LA GROTTE OU DE NOTRE-DAME DE BO	N
429	SECOURS Dossier relatif aux travaux de réparation à faire à la char	pelle de la
	Grotte. 1910.	1 chemise
430	Dossier relatif à la restauration de la chapelle de la Grott Notre-Dame de Bon Secours. 1967.	e ou de
		1 chemise
431	6. CIMETIÈRE Dossier relatif aux travaux réalisés au cimetière et à sa cainsi qu'à la construction d'un nouveau cimetière puis so extension. 1834-1911.	
	extension. 1054 1511.	1 chemise
432	Dossier relatif aux travaux de restauration du vieux cime 1922-1925.	etière.
	1322 1323.	1 chemise
433	7. MONUMENT COMMÉMORATIF Pièces relatives à l'érection d'un monument commémora	itif. 1921. 1 chemise
	B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE	
434	434 - 479 PIÈCES RELATIVES À LA VOIRIE. 1811-1976. Généralités. 1811-1907.	
7J4	Generalites, 1011-1907.	1 liasse

435	Élargissement du chemin n° 34 des Querées et du chen à la gare. 1898-1899.	nin d'accès 1 chemise
436	Amélioration du chemin n° 3. 1913-1914.	1 chemise
437	Entretien du chemin du Moulin. 1931.	1 chemise
438	Entretien du chemin n° 122. 1931-1932.	1 chemise
439	Entretien du chemin n° 106. 1934.	1 chemise
440	Construction d'un chemin " en haut des Querées ". 1934	1-1935. 1 chemise
441	Acquisition d'emprises pour l'amélioration et le redresse	ement du
	sentier n° 67 des Querées. 1935.	1 chemise
442	Réfection du ponceau mitoyen entre Braibant et Natoye	. 1937-
	1940.	1 chemise
443	Projet de restauration du chemin n° 122. 1937-1940.	1 chemise
444	Amélioration du chemin de la Grette. 1937-1940.	1 chemise
445	Rechargement des chemins de Stée, du Moulin et de la	Station ou
	n° 106, 5, 7, 59 et sans numéro. 1939-1940.	1 chemise
446	Réfection extraordinaire des chemins n° 106 et 122. 194	45-1951. 1 chemise
447	Enduisage du chemin n° 122. 1948-1949.	1 chemise
448	Plans dressés dans le cadre de modifications et aliénation	ons de
	parties des chemins n° 4, 25, 27, 36, 47 et 71. 1949.	1 chemise
449	Réfection du chemin n° 2. 1949-1952.	1 chemise

450	Réfection extraordinaire du chemin n° 7. 1950-1951.	1 chemise
451	Entretien de la voirie. 1951.	1 chemise
452	Enduisage du chemin n° 122, réfection extraordinaire du	chemin de
	la gare, enduisage du chemin n° 2. 1952-1955.	1 chemise
453	Enduisage du chemin n° 122. 1953-1955.	1 chemise
454	Amélioration du chemin de la gare. 1953-1958.	1 chemise
455	Démolition et la reconstruction du pont sur le Bocq à Ger	menne.
	1955-1964.	1 chemise
456	Réfection des chemins n° 7 et 37 et du sentier n° 59. 19	56-1958. 1 chemise
457 Amélioration du chemin des Querées et des murs du cir		etière.
	1958.	1 chemise
458	58 Entretien et réfection des chemins n° 11, 13, 26, 54 et sans	
	numéro. 1959.	1 chemise
459	Amélioration du chemin de Braibant. 1960-1963.	1 chemise
460	Convention passée avec le Ministère des Travaux publics et de la	
	Reconstruction portant établissement d'une signalisation lumineuse comportant deux feux clignotants au carrefou	
	routes n° 4 et 48 dit de Lez- Fontaine. 1960-1966.	1 chemise
461	Expropriations dans le cadre de la modification du tracé	de la route
	nationale n° 4. 1961.	1 chemise
462	Remise à la commune du tronçon désaffecté de la route	nationale
	n° 4. 1961-1971.	1 chemise

463	Aménagement de la place communale. 1962-1964.	1 chemise
464	du chemin de grande communication n° 122 et des chemir	
	ordinaires n° 49 et de l'Image. 1962-1967.	1 chemise
465	Amélioration du chemin n° 7, 35, 42 et sans numéro. 196	53-1965. 1 chemise
466	Réfection du chemin n° 17 et amélioration du chemin n° 1967.	29. 1964-
	1907.	1 chemise
467	Entretien ordinaire 1965 et amélioration du chemin n° 42 1967.	2. 1964-
	1907.	1 chemise
468	Expropriation de terrains en vue de l'amélioration, dans l traversée de la commune de la route provinciale Andenn 1966.	
	1300.	1 chemise
469	Modification de la circulation au croisement de la Belle-M 1967.	laison.
	1307.	1 chemise
470	Placement de panneaux de signalisation. 1967-1969.	1 chemise
471	Modification par élargissement du chemin n° 29. 1968.	1 chemise
472	Amélioration du chemin ordinaire dit rue de la Poste et amélioration du sentier n° 67 aux Querrées. 1968-1969.	1 chemise
473	Établissement d'une canalisation le long de l'ancienne ro nationale n° 4. 1968-1970.	ute
	Hationale II 4. 1906-1970.	1 liasse
474	Entretien ordinaire 1969. 1969.	1 chemise
475	Amélioration du chemin dit " de Lenny ". 1969-1972.	1 liasse
476	Entretien d'un chemin reliant Natoye à Assesse. 1971-19	72.

		1 chemise
477	Réenduisage de divers chemins. 1972-1974.	1 chemise
478	Réglementation du stationnement à la rue du Centre. 19	72-1976. 1 chemise
479	Réenduisage de divers chemins. 1975-1976.	1 chemise
480	Dossier relatif à la remise à la limite prévue à l'atlas des des chemins et sentiers communaux. 1955-1958.	chemins 1 chemise
481	Pièces relatives à la suppression de chemins et sentiers et vente des portions devenues sans affectation. 1959-1976	et à la
482	C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU NON NAV Dossier relatif aux cours d'eau non navigables. 1872-197	_
483	Lettre adressée au commissaire-voyer reprenant la liste de riverains qui utilisent l'eau du Bocq comme force motrice l'alimentation d'étangs. 1947.	
	D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE	
484	1. DISTRIBUTION D'EAU Dossier relatif à la distribution d'eau à Lez-Fontaine. 1874	4-1936. 1 liasse
485	Pièces relatives à une autorisation de poser une conduite sous le railway de l'État. 1877.	d'eau
	Sous le lailway de l'État. 1077.	1 chemise
486	Généralités. 1885-1971.	1 liasse
487	Pièces relatives à la convention intervenue en 1900 entre communes de Braibant et de Natoye, et la baronne Snoy de l'alimentation en eau du hameau de Stée. 1897-1901, 1964.	traitant 1963-
		1 chemise

488	488 - 491 PIÈCES RELATIVES AUX RACCORDEMENTS DE PARTICULIERS AU RÉSEAU. 1908-1968. Divers. 1908-1961.	
400	Divers. 1900-1901.	1 liasse
489	Divers. 1945-1968.	1 chemise
490	Habitations Brouir et Henri. 1959-1960.	1 chemise
491	Habitation Victor Levaque. 1960-1961.	1 chemise
492	Dossier relatif à la distribution d'eau à Maibelle. 1936-19	37. 1 chemise
493	Pièces relatives à la détérioration d'une borne fontaine le accident de la circulation. 1936-1938.	
494	Dossier relatif à l'extension de la distribution d'eau à Ler 1952.	1 chemise nny. 1937-
	1932.	1 chemise
495	Dossier relatif à l'extension de la distribution d'eau vers d'Émile Chapelier. 1938.	l'habitation
	a Ennic Chapener. 1950.	1 chemise
496	Dossier relatif à la distribution d'eau à Gémenne. 1947-1	.949. 1 chemise
497	Dossier relatif à fourniture et à la pose de compteurs d'e 1952.	au. 1950-
	1332.	1 chemise
498	Dossier relatif à l'extension de la distribution d'eau à Nat 1952.	toye. 1950-
		1 chemise
499	Dossier relatif à la station de pompage de Maibelle. 1952	2-1967. 1 chemise
500	Dossier relatif à l'installation d'un hydrophore à Gozée. 1	.954. 1 chemise

501	Dossier relatif à une enquête publique lié à la demande de Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux (CIBE) une zone de protection en faveur de ses captages d'eau.	d'établir
502	Règlement communal sur les distributions d'eau. 21 janv	vier 1961. 1 brochure
503	Rapport du fontainier sur sa manière de gérer son office.	1962. 1 chemise
504	Dossier relatif à la construction d'un château d'eau en vu d'améliorer la distribution d'eau. 1962-1964.	ue 1 chemise
506	506 - 514 DOSSIERS RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE DISTRIBUTION D'EAU ET À LA CONSTRUCTION NOUVEAU CHÂTEAU D'EAU. 1964-1979. Projet et recherche d'un emplacement pour la construction nouveau château d'eau. 1964-1966.	I D'UN
507	Généralités. 1964-1968.	1 chemise
		1 chemise
508	Renouvellement des conduites et construction d'un pavil pompage. 1964-1979.	lon de
	pompage. Local Control	1 liasse
509	Cahier des charges, plans et soumissions pour les lots 1 1966.	et 2. 1965-
		1 liasse
510	Équipement de la station de pompage. 1965-1973.	1 chemise
511	Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) dan	
	du lot 2. 1966-1967.	1 chemise
512	Correspondance, décomptes et réceptions pour les lots 1	L et 2.
	1966-1971.	1 liasse
513	Modifications du lot 2. 1967.	1 -1
		1 chemise

514	Cahiers des charges, devis estimatifs et plans. 1973-1974	1. 1 chemise		
515	Dossier relatif au règlement et aux tarifs de la distribution			
	1965-1975.	1 chemise		
516	Dossier relatif à l'amélioration de l'alimentation en eau po	otable du		
	hameau de Gozée. 1967.	1 chemise		
517	Dossier relatif au remboursement de dépenses de fournit travaux exécutés pour les raccordements particuliers à la			
	distribution d'eau. 1969.	1 chemise		
518	Dossier relatif à un litige lié au captage d'eau sis au lieu-	dit "		
	Rantonoy ". 1969-1970.	1 chemise		
519	2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ Dossier relatif à l'établissement d'une distribution d'élect l'extension du réseau et à sa gestion. 1927-1968.	,		
		1 liasse		
520	Plans du réseau basse-tension. 1929.	1 chemise		
521	Dossier relatif au raccordement de la maison Andrianne a électrique. 1954-1955.	au réseau		
		1 chemise		
522	Lettre de l'ingénieur Marcel Mathieu, administrateur-expe communes de l'Association intercommunale namuroise d (INEL) relative à l'alimentation du hameau de Skeuvre. 19	'électricité		
		1 pièce		
523	3. ÉCLAIRAGE PUBLIC Dossier relatif à la mise sur pied et l'extension du réseau d'éclairage public. 1952-1974.	1 liasse		
524	4. TÉLÉPHONE Pièces relatives à la pose de câbles par la Régie des télég	graphes et		

des téléphones (RTT). 1954-1972.

1 liasse

5. TÉLÉDISTRIBUTION

Dossier relatif à la création d'un réseau de télédistribution par l'Intercommunale namuroise de télédistribution (INATEL). 1972-1976.

1 chemise

6. TRANSPORTS EN COMMUN

Dossier relatif à la suppression des passages à niveaux n° 77, 78 et 80 sur la ligne n° 162 Namur-Sterpenich et la cession d'excédents par la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) à la commune. 1959- 1980.

1 chemise

E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

1. GÉNÉRALITÉS

Dossier relatif aux autorisations de placement d'enseignes lumineuses. 1959-1973.

1 chemise

Rapport d'enquête, plans et dossier relatif à une enquête dite Survey sur la situation de la commune. 1963.

1 liasse

2. PLANS COMMUNAUX ET PLANS DE SECTEUR

Projets de plans particuliers d'aménagement de la commune dressés par l'architecte Bellot. 1964.

1 liasse

Dossier relatif à l'adoption du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort. 1967-1970.

1 liasse

3. PERMIS DE BÂTIR

Listes des propriétaires ayant construit, transformé ou agrandi des habitations. 1955-1976.

1 chemise

	XII. ENSEIGNEMENT			
532	Généralités. 1825-1976.	1 liasse		
533	Liste alphabétique des membres de la Société d'encourage pour l'instruction élémentaire dans la province de Namur 1829.	_		
	1023.	1 cahier		
534	Pièces relatives à l'inspection médicale scolaire. 1916-19	66. 1 chemise		
535	Candidatures à une place vacante d'instituteur. 1917.	1 chemise		
536	Pièces relatives à l'engagement d'un intérimaire en remp de M. Lambert, absent pour cause de maladie. 1922.	lacement		
	de M. Lambert, absent pour cause de maiadie. 1922.	1 chemise		
537	Pièces relatives à l'adoption des écoles libres des filles pri gardienne. 1922-1957.			
	gardierine. 1922-1937.	1 chemise		
538	Pièces relatives au personnel de l'école adoptée. 1924-19	955. 1 chemise		
539	Pièces relatives au projet de création d'une nouvelle écol gardienne et d'une nouvelle école primaire. 1958-1960.	e		
	gardierine et d'une nouvelle école primaire. 1936-1900.	1 chemise		
540	Dossier relatif à la création de classes ou d'écoles. 1960-	1974. 1 chemise		
541	Comptes de l'école primaire communale et de l'école gar communale. 1964-1975.	dienne		
	Communale. 1904-1975.	1 chemise		

542	XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS Dossier relatif à l'octroi d'une indemnité au bibliothécaire collaboration avec le bibliobus. 1949-1975.	e et à la
	Collaboration avec le bibliobus. 1949-1975.	1 chemise
543	Lettre de la société royale Concordia sollicitant un subsid	le plus
	important pour l'année en cours. 1953.	1 pièce
544	Dossier relatif à l'aménagement de l'ancien Collège Saint en Relais-Patro par la Fédération nationale des patros. 19	
545	Tableau de recensement des installations sportives au 16	er janvier
	1971 et correspondance afférente. 1971.	1 chemise
546	Dossier concernant les associations locales et le projet de d'un comité groupant les responsables des diverses socie commune. 1971-1977.	
		1 chemise

XIV. VIE ÉCONOMIQUE

A. GÉNÉRALITÉS

Pièces relatives au recensement agricole, des animaux et des denrées, des cultures, des amendements, des engrais et du tabac. 1816-1940.

1 liasse

Dossier relatif au projet d'installation du CERN à Focant. 1966. 1 chemise

B. ÉLEVAGE

Registres des taureaux approuvés et des taureaux en âge de faire la saillie, non présentés aux expertises, refusés ou ajournés. 1948-1961.

1 chemise

C. INDUSTRIE ET ARTISANAT

Registre pour l'inscription des attestations d'activité délivrées en application de l'article 18, paragraphe 1, ou de l'article 18, paragraphe 2, de la loi du 24 décembre 1958. 1961-1970.

1 volume

D. APPROVISIONNEMENT

Copies d'attestations émanant du bourgmestre produites dans le cadre de l'approvisionnement prioritaire en carburant. 1973.

2 pièces

XV. AFFAIRES SOCIALES

Α.	1	0	G	F	М	F	Ν	Τ
\neg .	_	$\mathbf{\sim}$	u	_	•	_	ıν	•

Dossier se rapportant au projet de cession par la commune à la Société nationale de la petite propriété terrienne (SNPPT) de parcelles de terrain, afin de promouvoir la construction d'habitations nouvelles sur le territoire communal et reprenant les courriers émanant de plusieurs particuliers sollicitant l'obtention d'un logement dans le futur lotissement. 1948-1951.

1 chemise

Dossier relatif à l'octroi de primes à la construction par l'État et permis de bâtir des bâtiments faisant l'objet desdites primes. 1949-1976.

1 liasse

Dossier relatif à la participation de la commune à la Société coopérative régionale de la petite propriété terrienne des cantons de Ciney-Dinant-Rochefort et au programme de construction de maisons dans le cadre de ladite société. 1950-1972.

1 liasse

- 555 559 DOSSIERS RELATIFS À LA CONSTRUCTION D'UNE CITÉ JARDIN PAR LA SOCIÉTÉ NATIONALE DE LA PETITE PROPRIÉTÉ TERRIENNE (SNPPT). 1958-1972.
- 555 Reprise de la voirie. 1958-1960.

1 chemise

556 Extension de la cité. 1960-1963.

1 chemise

Acquisition des terrains par la SNPPT, électrification et éclairage public. 1962-1968.

1 liasse

558 Équipement de la cité-jardin (voirie, égout, eau et plantations). 1963-1972.

1 chemise

559 Éclairage public. 1967-1968.

1 chemise

B. AIDE À L'ENFANCE, À LA JEUNESSE ET AUX FAMILLES

Dossier relatif à l'affiliation à l'ASBL Service social des familles.

1951-1952.

1 chemise

Dossier concernant les gardiennes d'enfant de l'Œuvre nationale de l'enfance (ONE). 1970-1971.

1 chemise

C. AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
Registre des demandes de prestations des pensions sociales pour travailleurs salariés et travailleurs indépendants et du revenu garanti aux personnes âgées. 1963-1977.

1 cahier

Registre d'inscription des ayants droit à la pension majorée de la rente de vieillesse. 1964-1969.

	XVI. BUREAU DE BIENFAISANCE ET COMMISSION D'ASSIS' PUBLIQUE	TANCE
566	A. BUREAU DE BIENFAISANCE Registre aux délibérations. 6 avril 1855 - 3 avril 1878.	1 cahier
615	Registre aux délibérations du Bureau de bienfaisance, pu	is de la
	Commission d'assistance publique. 1879-1953.	1 volume
564	Exploit de l'huissier Wauthier Ididore Rombaut, de Bruxel propos de l'acceptation d'une donation faite par M. Nicolarente annuelle et perpétuelle de 140 francs sur l'État bel	ay d'une
565	Délibération portant décision de placer le buste de M. Nic la salle des séances du Bureau de bienfaisance " afin que générations futures ne perdent jamais un seul instant de véritable et digne ami du pauvre ". 16 octobre 1853.	e les
	ventable et digne ann du padvie . 10 octobre 1055.	1 pièce
567	Lettre de l'avocat du bureau à propos d'une action en jus introduite par le cessionnaire des droits de la veuve Nico tendant à faire annuler ou du moins réduire les donations celui-ci. 1859.	lay
	celai el. 1055.	1 pièce
	B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE	
568	1. PERSONNEL Extrait du registre aux délibérations du Conseil communa la mise à la retraite de Jean-Baptiste Lecomte, secrétaire de 1888 à 1940. 1940.	
	de 1000 à 1940.	1 pièce
569	569 - 570 DOSSIERS INDIVIDUELS DU PERSONNEL. 1946- Crosset Joseph, secrétaire. 1946-1970.	1984.
		1 chemise
570	Marlaire Marcel, receveur. 1946-1984.	1 chemise
571	Dossier relatif à la composition de la CAP. 1953-1965.	1 chemise

572	Statuts du personnel et pièces relatives à l'octroi d'alloca	ations
372	diverses. 1953-1973.	1 liasse
573	Dossier relatif à la composition de la CAP et ordres du jou	ur de ses
	séances. 1971-1976.	1 chemise
574	2. FINANCES Circulaire du gouverneur de la province rappelant les pri généraux de comptabilité en matière d'assistance. 1948	
575	<i>575 - 577 BUDGETS. 1951-1976.</i> 1951-1959.	
373	1331 1333.	1 liasse
576	1960-1969.	1 liasse
577	1970-1976.	1 liasse
578	578 - 580 COMPTES. 1950-1975.	
376	1950-1959.	1 chemise
579	1960-1969.	1 chemise
580	1970-1975.	1 chemise
581	581 - 586 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1954-1 1954.	968.
201	1334.	1 chemise
582	1956.	1 chemise
583	1962.	1 chemise

584	1965. 1 chemise
585	1966. 1 chemise
586	1968. 1 chemise
587	587 - 588 COMPTES DE FIN DE GESTION RENDUS PAR LE RECEVEUR SORTANT AU RECEVEUR ENTRANT. 1972-1975. Marcel Marlaire à Marcel Thonet. 1972.
588	Marcel Thonet à Armand Neirinck. 1975. 1 cahier
589	Dossier relatif à la désignation des receveurs régionaux chargés de la recette de la CAP par le gouverneur de la province. 1972-1976. 1 chemise
590	3. EXÉCUTION DES TÂCHES Pièces relatives à la suppression des secours civils et aux mesures provisoires d'exécution. 1947.
	2 pièces
591	Dossier relatif à l'affiliation à l'ASBL Service social des familles et à l'action dudit service. 1950-1960.
	1 liasse

	/II.FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA PAROISSE DE L'ASSOMPTI DTRE-DAME	ON DE		
592 Le Co	A. PERSONNEL Lettre du commissaire d'arrondissement de Dinant dem Conseil de Fabrique est régulièrement composé et prop mesures éventuelles de correction, 1850.			
TIK	esares eventuenes de correction. 1050.	1 pièce		
	ossier relatif à la composition du Conseil de Fabrique et	au		
ρe	ersonnel d'église. 1951-1966.	1 chemise		
Co	ocès-verbal de nomination des membres de la série sor onseil de Fabrique et de la nomination de son président			
se	crétaire. 1969.	1 chemise		
_				
595 Pro	B. PATRIMOINE Procès-verbal d'expertise de la chapelle et du cimetière de en vue de leur aliénation. 1826.			
Cii				
	ettre relative à l'acceptation d'un legs à charge de servi	ces		
rei	ligieux. 1842.	1 pièce		
	èces relatives à une demande de remboursement d'une	rente		
an	nuelle. 1846.	3 pièces		
	ossier relatif à la vente de trois parcelles de terrains de	la		
Fa	Fabrique. 1847.			
	État des biens de cure se trouvant sur le territoire commu			
СО	correspondance afférente. 1848.			
600 Le	ttre du commissaire d'arrondissement de Dinant relativ	e à une		
do	donation faite par Victor Romainville. 1901.			
601 Piè	Pièces relatives à l'acceptation d'un legs consenti à la Fabrique			
d'€	d'église de Natoye par É. Reuliaux, veuve Lissoir. 1931.			

602	Latter du Canacil de Fabrique à memore du budget 1057 et			
602	Lettre du Conseil de Fabrique à propos du budget 1957 et de la tour de l'église. 1956.			
603	d'église au sujet de la propriété du jardin du presbytère o			
	commune veut construire un parking. 1962-1964.	2 pièces		
604	Dossier relatif à la fondation d'une messe basse pour le r l'âme des époux Justin Parmentier et Marie Pesesse. 1966	•		
		1 chemise		
605	Lettre du curé de la paroisse au sujet des formalités d'acc de la fondation Goffin. 1970.			
		1 pièce		
606	C. FINANCES Pièces relatives au déficit des budgets 1944 à 1949. 1950). 1 chemise		
607	607 - 609 BUDGETS. 1950-1976. 1950-1959.	1 chemise		
608	1960-1969.	1 chemise		
609	1970-1976.	1 chemise		
	610 - 612 COMPTES. 1950-1975.			
610	1950-1959.	1 chemise		
611	1960-1969.	1 chemise		
612	1970-1975.	1 chemise		

XVIII. DOCUMENTS SANS RAPPORT DIRECT AVEC LE FONDS Acte dressé par le notaire Lambert-Joseph Henin, à Spontin, portant 613 vente par Marie-Barbe Boucha, veuve de Guillaume Lesuisse, Jean-Joseph Lesuisse, Margueritte Lesuisse et George Lesuisse, de Scoville, à Henri Lesuisse, de Hamois, du moulin d'Hubinne, appendices et dépendances. 22 janvier 1803 (2 pluviôse an XI). 1 pièce